

Résolution présentée par la délégation de
Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Thème Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne La protection des États Insulaires contre le réchauffement climatique

L'Assemblée Générale,

Affirmant que les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et ont une capacité limitée pour faire face à celles-ci et s'en remettre,

Préoccupée par le fait qu'au cours des 20 dernières années des îles comme Saint-Vincent-et-les Grenadines ont été touchées par des ouragans plus violents et plus fréquents accompagnés de sécheresses plus longues, une élévation graduelle du niveau de la mer, une diminution de la vie sous-marine et un blanchissement des coraux,

Déplorant que les petits États insulaires sont parmi ceux qui contribuent le moins au changement du climat mondial et du niveau de la mer, alors qu'ils sont parmi ceux qui souffrent le plus des effets néfastes de phénomènes naturels causés par celui-ci,

Rappelant que ces îles sont celles qui dépendent le plus de leurs côtes, au niveau de l'alimentation, du travail et du tourisme.

Décide - de mettre en place un fond international d'urgence en cas de catastrophe pour les zones vulnérables concernées ; en demandant aux pays membres de l'ONU d'assister financièrement à ces pays en dangers afin de rembourser les dégâts causés par de possibles ouragans ou la montée des eaux.

- d'encourager les pays membres à prendre action en amont du problème et à mettre une priorité sur les énergies renouvelables pour que les effets liés au réchauffement climatique soient moindres dans la région.

Le texte français fait foi